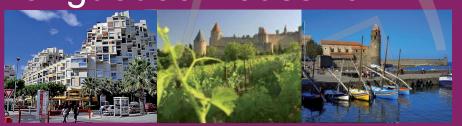
Insee Analyses

Languedoc-Roussillon



N° 01

Juin 2014

Croissance de population active équilibrée dans les territoires

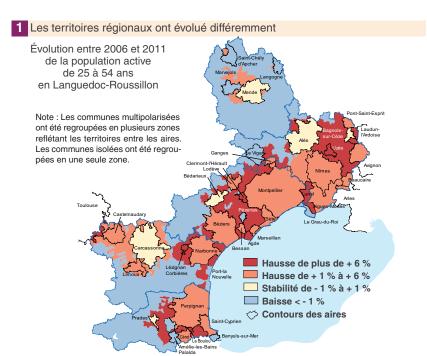
ontpellier a connu, entre 2006 et 2011, la deuxième plus forte augmentation de population active des 14 très grandes aires urbaines françaises. La population active de 25 à 54 ans a augmenté sur ce territoire de 5,6 % entre 2006 et 2011. L'attractivité démographique et l'augmentation du taux d'activité féminin expliquent ce dynamisme. La concentration des emplois sur la capitale régionale est moins marquée en Languedoc-Roussillon qu'en France métropolitaine. En effet, la croissance de l'emploi est mieux répartie sur le territoire régional : dans les autres grandes aires urbaines de la région, dans les aires moyennes et petites et dans les zones multipolarisées, le gain d'emplois a été plus fort que la moyenne des zones métropolitaines de même type. Seules les communes isolées hors aires urbaines perdent des emplois. Si Montpellier garde une population active parmi les plus qualifiées, ce n'est pas le cas des autres grandes aires urbaines où l'emploi présentiel prédomine. La part des personnes se déclarant au chômage est restée stable mais à un très haut niveau dans l'aire urbaine de Montpellier et dans les autres grandes aires urbaines du Languedoc-Roussillon.

Jean Claude Gidrol (Insee)

En 2011, le Languedoc-Roussillon comptait 878 000 actifs de 25 à 54 ans, catégorie d'âge où les personnes sont majoritairement actives et qui représente 80 % de la population active totale de la région. Cette population active a augmenté de + 3,9 % dans la région entre 2006 et 2011, beaucoup plus vite qu'en France métropolitaine (+ 0,8 %). C'est la deuxième plus forte augmentation derrière celle de Corse.

Forte croissance de population active dans les petites villes et villes moyennes situées entre les grandes aires urbaines

La croissance est très rapide dans des petites villes ou dans des villes moyennes situées entre les aires ur-







baines, entre Montpellier et Nîmes, entre Montpellier et Béziers, autour de Narbonne (figure 1). La population active de ces communes multipolarisées ou de ces petites et moyennes aires urbaines progresse fortement, signe d'un phénomène d'intermétropolisation particulièrement marqué dans la région. Cette croissance s'explique notamment par un habitat plus spacieux et plus accessible financièrement pour les familles. Les axes de communications facilitent l'accès aux grandes aires urbaines qui concentrent l'activité et l'emploi. Seules les communes isolées qui ne profitent pas de l'influence des pôles voient leur population active baisser.

La population active augmente fortement dans les grandes aires urbaines grâce à l'attractivité démographique et à un taux d'activité des femmes en hausse

Près de la moitié de la population active française se concentre dans les quatorze très grandes aires urbaines métropolitaines, parmi lesquelles figure l'aire urbaine de Montpellier *(cf. définition)*. En outre, la croissance de la population active de 2006 à 2011 se localise à 95 % dans ces très grandes aires urbaines, allant dans le sens d'une métropolisation.

Montpellier a connu entre 2006 et 2011 la deuxième plus forte augmentation de population active des quatorze très grandes aires urbaines (+ 5,6 %), juste derrière Toulouse (+ 6,5 %) (figure 2). Les autres très grandes aires urbaines tirent une grande partie de leur croissance de la plus forte activité des femmes. Montpellier bénéficie, en plus de la hausse de l'activité des femmes, d'une plus grande dynamique démographique.

Contrairement aux autres régions, la croissance de la population active ne se résume pas aux très grandes aires urbaines, mais également aux autres.

En effet, le dynamisme démographique a aussi profité aux autres grandes aires urbaines de la région. Celles-ci ont connu une croissance significative de leur population active (+ 2,7 % en moyenne) alors qu'en métropole la population active des autres grandes aires urbaines diminuait en moyenne (- 0,5 % en cinq ans). Hormis Beaucaire, la population active a augmenté dans toutes les grandes aires urbaines régionales. L'augmentation est forte à Lunel (+ 8,0 %) ainsi qu'à Saint-Cyprien, Sète et Perpignan.

Forte augmentation de l'emploi à Montpellier, mais tertiarisation moins marquée que dans les autres très grandes aires urbaines.

En Languedoc-Roussillon, l'augmentation du nombre d'emplois atteint +6.2% en cinq ans, pour +1.9% au niveau métropolitain. Cette hausse régionale correspond à deux périodes très différentes concernant l'emploi : d'abord une période d'avant crise où la région se trouvait en situation de rattrapage économique vis à vis du reste de la France et de forte création d'emploi ; ensuite une période de mauvaise conjoncture depuis la récession de 2008-2009 avec une destruction d'emploi.

Pour chaque type d'aire, la hausse est plus forte dans la région qu'en métropole (figure 3).

Montpellier devance Paris et les autres très grandes aires urbaines, avec une hausse de + 10,9 % du nombre d'emplois. C'est la seule augmentation à deux chiffres parmi les très grandes aires urbaines devant Toulouse (+ 8,3 %) et Nantes (+ 7,3 %).

Les autres grandes aires urbaines de la région ont gagné + 4,8 % d'emplois en moyenne entre 2006 et 2011. C'est très supérieur à la moyenne des zones métropolitaines de même type (+ 0,8 %). Toutes les grandes aires urbaines de la région ont

gagné de l'emploi. Les plus dynamiques sont Lunel (+ 9,0 %) et Béziers (+ 8,2 %). Au niveau national, la tertiarisation de l'emploi a continué, avec une baisse générale de l'emploi industriel et agricole au profit des secteurs tertiaires marchand (commerce, transport et services) et principalement non marchand (administration publique, enseignement, santé et action sociale).

La tertiarisation a été moins marquée en Languedoc-Roussillon. C'est particulièrement vrai dans l'aire urbaine de Montpellier, où le poids des services, déjà très fort avec près de 8 emplois sur 10 en 2011, s'est certes accru en cinq ans, mais moins que dans la plupart des très grandes aires urbaines, hormis Marseille-Aix-en-Provence. Car à Montpellier les fortes hausses dans les services marchands (+ 12,8 %) et principalement non marchands (+ 10,1 %) se sont accompagnées d'une bonne tenue de la construction (+ 14,6 %) ainsi que de l'agriculture et de l'industrie, qui n'ont gagné des emplois qu'à Montpellier.

Les autres grandes aires urbaines régionales ont connu des évolutions contrastées. La tertiarisation a été plus forte à Lunel et à Saint-Cyprien (surtout le tertiaire marchand) ainsi qu'à Alès, Beaucaire et Perpignan (le tertiaire non marchand). L'agriculture a gagné des emplois à Nîmes et à Beaucaire et l'industrie à Bagnols-sur-Cèze.

Montpellier garde une population active parmi les plus qualifiées, mais pas les autres grandes aires urbaines

Dans l'aire urbaine de Montpellier, la part des cadres et des professions intellectuelles supérieures a augmenté d'un point en cinq ans. Cela conforte le bon positionnement de la capitale régionale : avec 21 % de cadres parmi la population active des 25-54 ans, Montpellier reste en 2011 en quatrième po-

2 Population de 25 à 54 ans, totale et active en 2011 et évolution depuis 2006

Type d'aire	Population active 2011 (en nombre)	Population active 2011 25-54 ans (en nombre)	Évolution 2006-2011 de la population active 25-54 ans (%)	noniliation totale	Écart 2006-2011 du taux d'activité des femmes 25-54 ans (point de %)	
Languedoc-Roussillon	1 165 000	878 000	+ 3,9	+ 2,3	+ 2,4	
dont aire urbaine de Montpellier	265 000	198 000	+ 5,6	+ 3,9	+ 2,3	
dont onze autres grandes aires urbaines	540 000	407 000	+ 2,7	+ 1,7	+ 1,8	
dont moyennes aires	56 000	42 000	+ 3,1	+ 1,6	+ 2,1	
dont petites aires	65 000	49 000	+ 3,9	+ 1,7	+ 3,3	
dont multipolarisé	151 000	116 000	+ 8,0	+ 5,2	+ 3,9	
dont communes isolées hors influence	67 000	50 000	- 1,5	- 3,8	+ 3,4	
France métropolitaine	29 764 000	22 551 000	+ 0,8	- 0,6	+ 2,3	
dont très grandes aires urbaines	6 353 000	4 814 000	+ 2,6	+ 1,1	+ 2,3	
dont autres grandes aires urbaines	10 726 000	8 083 000	- 0,5	- 1,9	+ 2,4	

Les populations "Languedoc-Roussillon" comprennent également les communes des aires urbaines de Toulouse, Avignon et Arles Source : Insee - Recensements de population 2006 et 2011, exploitation principale

Répartition de l'emploi en 2011 en Languedoc-Roussillon par secteur d'activité et évolution entre 2006 et 2011												
	trans	nerce, ports, s divers	Administration publique, enseignement, santé, action sociale		Construction		Industrie		Agriculture, sylviculture, pêche		Emploi total	
Type d'aire	Part des emplois 2011 (%)		Part des emplois 2011 (%)	Évol nb emplois 2006- 2011 (%)	Part des emplois 2011 (%)	Évol nb emplois 2006- 2011 (%)	Part des emplois 2011 (%)	Évol nb emplois 2006- 2011 (%)	Part des emplois 2011 (%)	Évol nb emplois 2006- 2011 (%)	Évol nb emplois 2006- 2011 (%)	
Languedoc-Roussillon	43,9	+ 7,8	35,3	+ 8,0	8,3	+ 10,4	8,3	- 2,4	4,2	- 10,1	+ 6,2	
dont aire urbaine de Montpellier	49,7	+ 12,8	35,2	+ 10,1	7,3	+ 14,6	6,6	+ 1,0	1,2	+ 0,6	+ 10,9	
dont onze autres grandes aires urbaines	44,7	+ 5,1	36,0	+ 6,7	8,4	+ 9,1	7,8	- 3,1	3,1	- 8,2	+ 4,8	
dont moyennes aires	41,5	+ 6,4	38,4	+ 5,1	7,6	+ 13,7	9,1	- 0,2	3,4	- 27,6	+ 4,1	
dont petites aires	38,5	+ 5,0	38,2	+ 8,0	9,1	+ 20,4	10,3	- 5,3	3,8	- 8,4	+ 5,6	
dont multipolarisé	34,9	+ 12,4	28,2	+ 13,5	10,4	+ 8,2	14,1	- 3,3	12,4	- 10,7	+ 6,4	
dont communes isolées hors influence	32.8	+ 5.2	36.5	+ 2.4	8.8	- 4.9	8.0	- 8.8	13.9	- 10.2	- 0.3	

+ 4,9

+ 6,3

+ 4.0

6,9

6,7

7,2

Source : Insee - Recensements de population 2006 et 2011, exploitation complémentaire - Emploi au lieu de travail

+ 4,4

+ 7,2

+ 2.8

31,0

31,4

34,1

46,0

49.2

42,1

sition des très grandes aires urbaines derrière Paris, Toulouse et Grenoble. Et cela malgré une augmentation parmi les moins fortes des très grandes aires urbaines.

dont très grandes aires urbaines

dont autres grandes aires urbaines

France métropolitaine

Pour les autres grandes aires urbaines de la région, la part de cadres n'est que de 11,0 % contre 12,6 % pour les aires urbaines métropolitaines de même type. Et le retard s'est accru entre 2006 et 2011 (figure 4).

La part des personnes se déclarant au chômage est restée stable à un très haut niveau

Avec la récession de 2008-2009, la création d'emploi n'a pas été suffisamment forte pour compenser la hausse de population active dans la région. La demande d'emploi a augmenté entre 2006 et 2011, ainsi que la part de chômeurs dans la population active, passée de 14,0 % à 14,3 % au niveau régional.

Parmi les quatorze très grandes aires urbaines, seule Marseille-Aix-en-Provence a vu cet indicateur baisser. Montpellier fait partie des cinq où l'augmentation a été contenue. La part de chômeurs dans la population active n'y a augmenté que de + 0,1 point en cinq ans.

La part de chômeurs dans la population active a même baissé dans plusieurs grandes aires urbaines du centre et de l'est de la région, parmi lesquelles Alès (- 1,4 point) et Lunel. A l'opposé, l'indicateur a beaucoup augmenté dans presque toutes les aires urbaines situées à l'ouest, surtout à Saint-Cyprien et à Carcassonne. C'est toutefois encore plus vrai à Bagnols-sur-Cèze (+ 2,6 points) (figure 5).

Mais même après une hausse globalement modérée, la part de chômeurs dans la population active reste à un très haut niveau dans la région (figure 6). En 2011, l'écart de

4 Part de cadres dans la population active en 2011 dans les grandes aires urbaines

+ 7,0

+ 10,2

+ 6.0

13,2

11,5

14,3

- 11,3

- 11,7

- 8,7

2,8

1,2

- 9,2

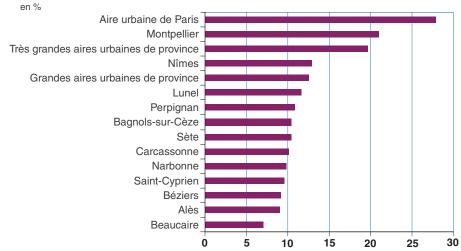
- 10,4

- 8,4

+ 1,9

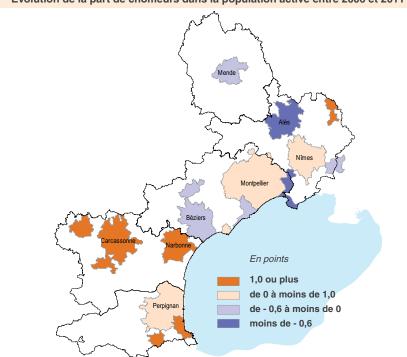
+ 4,7

+ 0,8



Source : Insee - Recensement de population 2011, exploitation complémentaire

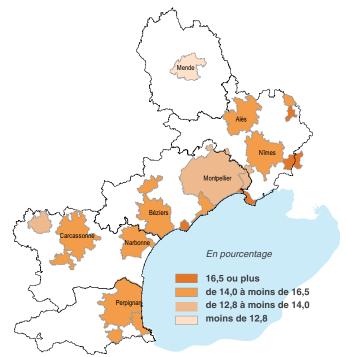
Évolution de la part de chômeurs dans la population active entre 2006 et 2011



Source : Insee - Recensements de population 2006 et 2011, exploitation principale - © Ign 2014

Montpellier avec la moyenne des très grandes aires urbaines est de 3,2 points (13,5 % contre 10,3 %). Et cet écart entre grandes aires urbaines régionales et métropolitaines atteint 3,8 points. ■

6 Part de chômeurs dans la population active en 2011



Source : Insee - Recensement de population 2011, exploitation principale - © Ign 2014

Définitions

Aire urbaine ou « grande aire urbaine » : ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. La notion d'aire urbaine permet ainsi de définir un concept de grande ville ou métropole à l'aide d'une approche fonctionnelle et économique.

Pour les besoins de l'étude, parmi les grandes aires urbaines ont été isolées :

l'aire urbaine de Paris

les très grandes aires urbaines : il s'agit des treize aires urbaines métropolitaines de plus de 210 000 emplois en 2011 : Lyon, Marseille - Aix-en-Provence, Toulouse, Lille (partie française), Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg (partie française), Grenoble, Rennes, Rouen, Toulon et Montpellier.

Les onze autres grandes aires urbaines du Languedoc-Roussillon sont : Perpignan, Nîmes, Béziers, Alès, Carcassonne, Narbonne, Sète, Saint-Cyprien, Lunel, Beaucaire, Bagnols sur Cèze.

De la même façon sont définies les **moyennes aires** (pôle de 5 000 à 10 000 emplois) et les **petites aires** (pôle de 1 500 à 5 000 emplois). Les **communes multipolarisées** sont des communes situées hors des aires, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles. Les autres communes en dehors des aires sont les c**ommunes isolées, hors influence des pôles**.

Métropolisation : Processus de renforcement de la puissance des grandes métropoles par l'accroissement de la population, de la densité des réseaux de communication, de la concentration d'organismes de commandement (économique, politique, culturel...) et de fonctions tertiaires supérieures. Elle conduit à des recompositions territoriales, tant au plan interne des ensembles urbains concernés que sur celui de leurs relations externes.

Champ de l'étude

Dans cette étude, on se limite au champ des actifs de 25 à 54 ans de France métropolitaine. Cette catégorie d'âge, qui concentre la grande majorité de population active, a été retenue dans les études régionales similaires et dans l'Insee Première, de façon à permettre des comparaisons.

Sources

Les résultats sont issus des recensements de la population de 2006 et de 2011.

La méthode de recensement de la population a été rénovée en 2004. À la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans se substitue désormais une enquête réalisée chaque début d'année. Elle concerne successivement toutes les communes au cours d'une période de cinq ans. Le recensement de la population millésimé 2006 (RP 2006) a ainsi été élaboré à partir des enquêtes réalisées de 2004 à 2008. Avec la diffusion du RP 2011, qui cumule celles de 2009 à 2013, deux millésimes peuvent pour la première fois être directement comparés puisque constitués chacun à partir de cinq enquêtes annuelles distinctes.

Les résultats sur le chômage ne se situent pas dans le cadre de la définition du bureau international du travail (BIT). Ils permettent cependant de mesurer les évolutions et de faire des comparaisons spatiales à un niveau fin.

Par conséquent, la part des personnes se déclarant au chômage issue du recensement de la population, ne correspond pas exactement au taux de chômage au sens du BIT.

Insee Languedoc-Roussillon

274. allée Henri II

de Montmorency

34964 Montpellier Cedex 2

Directeur de la publication :

Francis Vennat

Rédaction en chef :

Magalie Dinaucourt

ISSN en cours © insee 2014

Pour en savoir plus

- « En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise » Insee Première n°1503, juin 2014
- \bullet « Perspectives démographiques et de résidences principales en Languedoc-Roussillon à l'horizon 2030 »

Insee Languedoc-Roussillon, Repères Synthèse n°2, février 2014

 \bullet « La population du Languedoc-Roussillon s'établit à 2 670 046 habitants au 1er janvier 2011 »

Insee Languedoc-Roussillon, Repères Chiffres n°11, décembre 2013



